



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
31776 Colomiers

Colomiers, le 09/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TotalEnergies Marketing France

5 chemin du champ du Bousquet
31150 Lespinasse

Références : 2024/0667
Code AIOT : 0006802430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement TotalEnergies Marketing France implanté 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Marketing France
- 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse
- Code AIOT : 0006802430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité par la société TotalEnergies Marketing France sur la commune de Lespinasse est un dépôt pétrolier.

Ce dépôt est actuellement organisé autour:

- d'un parc de stockage d'hydrocarbures,
- de postes de réception produits par wagons citernes,
- de postes automatisés de chargement des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour ses stockages et ses installations de chargement et déchargement de produits pétroliers.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a signalé à l'inspection une problématique concernant son projet de changement d'émulseurs dont les travaux sont en cours. L'émulseur de remplacement retenu par l'exploitant ne permet pas la mise en charge du réseau incendie. L'exploitant a demandé à l'inspection un délai supplémentaire afin de prolonger la phase de travaux, initialement définie par arrêté préfectoral complémentaire du 01/10/2024. Après la visite, l'inspection a rédigé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif à cette demande.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Emissions de composés organiques volatils (COV)	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	émissions des COV	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 2 > B.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article A> Art 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Emissions de composés organiques volatils (COV)	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40	Sans objet
3	Emissions de composés organiques volatils (COV)	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41 > 41-2.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Emissions de composés organiques volatils (COV)	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 42	Sans objet
5	Récupération des vapeurs	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 2 > B.	Sans objet
7	émissions diffuses des réservoirs de stockage	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Art 47	Sans objet
8	valeurs limites d'émissions de COV des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Art 48	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées dans le présent rapport sont mineures et concernent des demandes de justificatifs relatifs à des documents que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de l'inspection. Certains documents peuvent faire l'objet d'une demande spécifique de la part de l'exploitant à son siège.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions de composés organiques volatils (COV)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire, méthodes et moyens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux installations de chargement de navires.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour quantifier et limiter les émissions de COV de ses installations en considérant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et en tenant compte de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, conformément aux articles R. 512-8 et R. 512-28 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inventaire contient également des informations sur le raccordement éventuel à un dispositif de réduction des émissions.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant</p>

les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation, la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesures et le compte-rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées.

Les dispositions du présent article sont applicables au 1er janvier 2014 aux installations existantes.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des émissions de composants organiques volatils (COV) sur les années 2022 et 2023.

Les sources d'émissions sont listées et au nombre de sept :

- 2 relatives aux émissions diffuses des bacs à toit fixe ;
- 4 relatives aux émissions diffuses des bacs à toit fixe et toit flottant interne ;
- 1 relative aux émissions canalisées de l'unité de récupération des vapeurs (URV).

L'exploitant précise que ces résultats sont élaborés à l'aide d'un tableur contenant des macros, propriété de la société TOTAL et des caractéristiques de l'installation (volumes des bacs, type de joints, couleur du bac, volumes entrée/sortie des produits, climatologie, ...). La liste des sources d'émission et l'évaluation des émissions sont actualisées annuellement.

L'exploitant signale que le plan des réseaux du site est en cours de mise à jour, suite aux derniers travaux réalisés. L'exploitant a transmis pendant la période de rédaction du rapport, un plan faisant apparaître la circulation des liquides inflammables dans l'installation.

L'exploitant a évoqué à l'oral les équipements faisant l'objet d'une quantification des flux de COV et a mentionné la mise en place d'une mesure de réduction des émissions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre :

- le compte-rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées ;
- la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Emissions de composés organiques volatils (COV)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40

Thème(s) : Risques chroniques, Quantification

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une quantification des émissions canalisées et diffuses de COV lorsque les quantités annuelles chargées par voie terrestre (route, chemin de fer ou voie de navigation intérieure), sur l'ensemble des installations du site, sont supérieures aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous.

Cette quantification peut s'appuyer sur une évaluation des émissions réalisée au titre d'un plan de gestion des solvants mis en place conformément à l'article 28-1 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

Les résultats de cette quantification sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du dossier prévu à l'article 39 du présent arrêté. Ces résultats mentionnent la quantité représentée par les émissions de COV mentionnées aux points c et d de l'article 42 par rapport à la quantité totale de COV émise.

CATÉGORIE DE LIQUIDES (pression de vapeur saturante P_v exprimée à 20 °C) ; **QUANTITÉ** chargée annuellement

catégorie A ; 500 tonnes

catégorie B à $P_v > 25$ kPa ; 2 500 tonnes

catégorie B à $13 \text{ kPa} < P_v \leq 25 \text{ kPa}$; 5 000 tonnes

catégorie B à $1,5 \text{ kPa} < P_v \leq 13 \text{ kPa}$; 10 000 tonnes

catégorie B à $P_v \leq 1,5 \text{ kPa}$; 50 000 tonnes

L'exploitant quantifie les émissions diffuses des installations de chargement :

- soit en utilisant la méthode simplifiée donnée en annexe 1 du présent arrêté ;
- soit en utilisant une autre méthode (issue par exemple de l'US Environmental Protection Agency ou du Concawe).

Le préfet peut demander que les résultats de la première application de cette méthode à l'installation concernée après la publication du présent arrêté fassent l'objet d'une tierce expertise transmise à l'inspection des installations classées.

Les dispositions du présent article sont applicables au 1er janvier 2013 aux installations existantes.

Constats :

L'essence est un produit pétrolier de catégorie B dont la pression de vapeur saturante P_v exprimée à 20 °C est supérieure à 25 kPa. Les quantités d'essence annuelles chargées par voie terrestre, sur l'ensemble des installations du site sont supérieures à 2500 tonnes. L'exploitant doit donc réaliser une quantification des émissions canalisées et diffuses de COV.

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats de cette quantification pour les années 2022 et 2023.

Les calculs ont été menés en utilisant la méthode EU tanks, issue de l'US Environmental Protection Agency et retravaillée par la société TOTAL.

Le facteur de saturation est de : $S = 1$, correspondant à un réservoir engazé.

En particulier, l'installation est concernée par les émissions de COV mentionnées aux points c et d de l'article 42, au titre de la mention de danger H340 relative à la présence de benzène.

Selon l'exploitant, les émissions de benzène, compris pour moins de 1 % dans l'essence, représentent au maximum 1 % des émissions totales de COV. Cette hypothèse majorante a été retenue dans le calcul des émissions de COV.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Emissions de composés organiques volatils (COV)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41 > 41-2.

Thème(s) : Risques chroniques, captation des COV

Prescription contrôlée :

Dès lors que les quantités annuelles de liquides inflammables chargées par voie terrestre (route, chemin de fer ou voie de navigation intérieure), sur l'ensemble des installations du site, sont supérieures aux valeurs fixées dans les tableaux de l'article 41-3, tout ou partie des émissions de COV générées au cours du chargement de liquides inflammables sont :

- récupérées par une URV répondant aux dispositions des points c, d et e de l'article 42 du présent arrêté ;

ou

- canalisées et traitées conformément aux dispositions des points a, b, c et d de l'article 42 du présent arrêté, de sorte que :

- le flux résiduel de COV émis annuellement ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence ;

- les flux résiduels annuels de COV mentionnés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, ou de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et de composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68, ne dépassent pas 10 % des flux de COV canalisés et diffus de référence.

Les flux de référence correspondent aux émissions de COV concernés par les deux alinéas précédents si aucune mesure de réduction (récupération ou traitement) n'est mise en œuvre sur le site au cours de l'ensemble des opérations de chargement réalisées annuellement.

Constats :

Les quantités annuelles de liquides inflammables chargées par voie terrestre dépassent les seuils de la prescription ci-dessus. En conséquence, tout ou partie des émissions de COV générées au cours du chargement de liquides inflammables sont récupérées par une URV répondant aux dispositions des points c, d et e de l'article 42 du présent arrêté (cf constat suivant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Emissions de composés organiques volatils (COV)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 42

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites

Prescription contrôlée :

Les émissions de COV canalisées issues des installations de chargement de liquides inflammables respectent les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

a) Si le flux horaire total est supérieur à 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la

concentration de l'ensemble des composés des émissions canalisées est de 110 mg/Nm³ ;

b) Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination des COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/Nm³ ou 50 mg/Nm³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Dans le cadre de l'étude d'impact prévue à l'article R. 512-6 du code de l'environnement, l'exploitant examine la possibilité d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie. En outre, l'exploitant s'assure du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH₄) :

- NOx (en équivalent NO₂) : 100 mg/m³ ;
- CO : 100 mg/m³ ;
- CH₄ : 50 mg/m³ ;

c) Pour les COV mentionnés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé : si le flux horaire total des composés organiques de ces substances dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/Nm³.

En cas de mélange de composés à la fois mentionnés et non mentionnés par le présent point c, la valeur limite de 20 mg/Nm³ ne s'impose qu'aux composés mentionnés au présent point c et une valeur de 110 mg/Nm³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés des émissions canalisées. Les dispositions de ce point c ne sont pas applicables aux installations de chargement d'essence visées en annexe 2 du présent arrêté ;

d) Pour les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68 :

- concernant les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61, une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ en COV est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. Cette valeur limite se rapporte à la somme massique des différents composés ;
- concernant les émissions des composés organiques volatils halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. Cette valeur limite se rapporte à la somme massique des différents composés. Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économique acceptable et qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé publique et l'environnement. Les dispositions de ce point d ne sont pas applicables aux installations de chargement d'essence visées en annexe 2 du présent arrêté ;

e) Pour les URV, en remplacement des dispositions des points a et b du présent article 42, les émissions de COV respectent les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La concentration des émissions exprimée en gramme par mètres cubes, moyennée sur une heure, n'excède pas 1,2 fois la pression de vapeur saturante du liquide inflammable collecté exprimée en kilopascals, sans toutefois dépasser la valeur de 35 grammes par normal mètre cube.

Constats :

Les émissions de COV canalisées issues des installations de chargement de liquides inflammables sont toutes recueillies par l'URV, elles doivent donc respecter les dispositions du point e) du présent article.

La concentration des émissions exprimée en gramme par mètres cubes, est contrôlée par l'exploitant à travers les détecteurs infrarouges de type DRAGER, comportant 2 seuils d'alarmes :

- seuil haut, déclenché à partir de 30 mg/Nm³ ;
- seuil très haut, déclenché à partir de 35 mg/Nm³.

Par ailleurs, la pression de vapeur saturante de liquide inflammable de référence considérée par l'exploitant est de 36,63 kPa (valeur considérée pour l'année 2023).

La prescription est donc respectée si le seuil de 35 mg/Nm³ n'est pas atteint.

L'exploitant a présenté la dernière attestation d'étalonnage du détecteur, réalisée le 08/11/2023. Les étalonnages sont réalisés annuellement, les résultats pour l'année 2024 ne sont pas encore connus. Le gaz est étalonné avec une précision de plus ou moins 5 %, par une mesure de la limite inférieure d'explosivité (LIE), puis convertie en une concentration.

En complément, l'historique sur la période d'août 2022 à octobre 2024, du nombre de déclenchement d'alarmes a été extrait et présenté à l'inspection :

Le nombre d'alertes semble augmenter avec l'augmentation de la température extérieure. En effet, les mois de juin à septembre présentent entre 10 et 15 dépassements du seuil très haut (35 mg/Nm³) sur de courtes périodes, contre 0 à 5 dépassements du seuil très haut le reste de l'année.

L'exploitant indique avoir modernisé les installations de son URV en 2022, permettant de réduire le nombre d'alertes entre l'année 2022 et les années 2023 et 2024. De plus, un projet de modernisation de l'URV est prévue prochainement afin de régler la problématique de performance en cas de fortes chaleurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Récupération des vapeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 2 > B.

Thème(s) : Risques chroniques, Condition de stockage

Prescription contrôlée :

Les vapeurs générées par déplacement au niveau de la citerne en cours de chargement par voie terrestre sont renvoyées vers une URV pour un traitement dans le terminal. Cette disposition ne s'applique pas aux terminaux existants dont le débit est inférieur à 5 000 tonnes par an pour le chargement des camions-citernes et wagons-citernes ou dont le débit est inférieur à 150 000 tonnes par an pour le chargement des bateaux-citernes de navigation intérieure.

Dans les terminaux de chargement d'essence dans des bateaux, une unité de brûlage des vapeurs peut remplacer une URV si la récupération des vapeurs est dangereuse ou techniquement impossible en raison du volume des reflux de vapeurs. Les dispositions relatives aux émissions de COV provenant des URV s'appliquent également aux unités de brûlage des vapeurs.

<p>Lorsque le terminal a un débit inférieur à 25 000 tonnes par an, le stockage intermédiaire des vapeurs peut remplacer la récupération immédiate des vapeurs au terminal. Le stockage intermédiaire de vapeurs est un stockage de vapeurs d'essence dans un réservoir à toit fixe d'un terminal en vue d'un transfert ultérieur vers un autre terminal pour récupération. Le transfert des vapeurs d'une installation de stockage vers une autre d'un même terminal n'est pas considéré comme un stockage intermédiaire de vapeurs au sens du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant peut adopter des mesures techniques autres s'il est démontré que de telles mesures de remplacement ont au moins la même efficacité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La totalité des vapeurs générées par déplacement au niveau de la citerne en cours de chargement par voie terrestre sont renvoyées vers une URV. L'URV fonctionne par procédé d'absorption-désorption avec utilisation de charbon actif, ce qui permet de récupérer de l'essence résiduelle (comptabilisée par les douanes).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : émissions des COV

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 2 > B.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'analyse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La concentration horaire moyenne des vapeurs dans les échappements des URV, corrigée pour dilution lors du traitement, n'excède pas 35 grammes par normaux mètres cubes.</p> <p>L'exploitant fait en sorte que les méthodes et la fréquence des mesures et des analyses soient établies.</p> <p>Les mesures sont effectuées pendant une période de sept heures au minimum.</p> <p>Les mesures sont continues ou discontinues. Lorsqu'elles sont discontinues, il est effectué au moins quatre mesures par heure.</p> <p>L'erreur de mesure totale résultant de l'équipement employé, du gaz d'étalonnage et du procédé utilisé ne dépasse pas 10 % de la valeur mesurée.</p> <p>L'équipement employé permet de mesurer des concentrations au moins aussi faibles que 3 grammes par normaux mètres cubes. La précision de mesure est supérieure à 95 % de la valeur mesurée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'assure que la concentration horaire moyenne des vapeurs dans les échappements de l'URV n'excède pas 35 grammes par normaux mètres cubes, par le calibrage du détecteur infrarouge de type DRAGER. Le seuil d'alerte très haut est réglé à 35 mg/Nm³.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise qu'aucune mesure n'est effectuée lors des maintenances annuelles du détecteur, mais qu'il évalue les émissions théoriques de l'URV en appliquant une méthode issue du Concawe.</p> <p>L'exploitant présente l'historique des mesures continues en sortie d'URV sur la période d'août 2022 à octobre 2024.</p>

L'attestation de calibration du détecteur DRAGER de 2023 présenté à l'inspection, précise que les gaz d'étalonnage sont analysés avec une précision de plus ou moins 5 %
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier que l'équipement employé (détecteur IR de type DRAGER) permet de mesurer des concentrations au moins aussi faibles que 3 grammes par normaux mètres cubes. L'attestation de calibration transmise n'indique pas cette précision, mais fait référence au mode d'emploi de l'appareil et à la fiche technique du capteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : émissions diffuses des réservoirs de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Art 47
Thème(s) : Risques chroniques, méthode de quantification
Prescription contrôlée : Les émissions diffuses des réservoirs de stockage sont évaluées pour les réservoirs correspondant aux critères du tableau suivant : CATÉGORIE DE LIQUIDE (pression de vapeur saturante Pv exprimée à 20 °C) ; VOLUME DU RÉSERVOIR au-delà duquel les émissions sont quantifiées Catégorie A ; 10 m ³ Catégorie B à Pv > 25 kPa ; 10 m ³ Liquide de première catégorie à 16 kPa < Pv ≤ 25 kPa ; 50 m ³ Liquide de première catégorie à 6 kPa < Pv ≤ 16 kPa ; 100 m ³ Liquide de première catégorie à 1,5 kPa < Pv ≤ 6 kPa ; 500 m ³ Liquide de première catégorie à Pv ≤ 1,5 kPa ; 1 500 m ³ L'exploitant quantifie les émissions diffuses des réservoirs de stockage : - soit en utilisant les méthodes données en annexes 2, 3 et 4 du présent arrêté ; - soit en utilisant une méthode issue de l'US EPA (US Environmental Protection Agency). Les résultats de la première application de cette méthode au réservoir concerné après la publication du présent arrêté peuvent faire l'objet d'une tierce expertise transmise à l'inspection des installations classées. Les éléments relatifs à la quantification des émissions diffuses de COV sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du dossier prévu à l'article 44 du présent arrêté. Cette disposition ne s'applique pas aux établissements réalisant l'évaluation des émissions par le biais du plan de gestion des solvants prévu à l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

susvisé.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 24 septembre 2020, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2021.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des émissions diffuses pour chacun de ses 6 bacs, pour les années 2022 et 2023.

Les calculs ont été menés en utilisant la méthode EU tanks, issue de l'US Environmental Protection Agency et retravaillée par la société TOTAL à l'échelle du groupe. Cette méthode prend en compte plusieurs paramètres, comme les dimensions des bacs, la couleur de leur revêtement, le type de joint, la climatologie, les volumes entrée/ sortie.

L'exploitant estime également les émissions liées à l'URV :

- La valeur maximale d'émissions (35 mg/Nm^3) est considérée lors du fonctionnement normal de l'équipement ;
- un calcul sur la base des données douanières (en fonction de la quantité d'essence récupérée par l'URV) est réalisé en cas d'indisponibilité de l'équipement (arrêt supérieur à 4 heures).

En 2022, 3 jours d'indisponibilité de l'URV ont été considérés, causés par une maintenance longue ou un mouvement social.

En 2023, aucun arrêt de l'URV n'a été signalé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : valeurs limites d'émissions de COV des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Art 48

Thème(s) : Risques chroniques, Pourcentage de réduction des émissions

Prescription contrôlée :

48-1. Les valeurs limites d'émissions diffuses de COV des réservoirs d'une capacité supérieure à 1 500 mètres cubes, contenant un liquide inflammable ayant une pression de vapeur saturante à 20 °C comprise entre 1,5 et 50 kilopascals et rejetant plus de 2 tonnes par an, ne dépassent pas les valeurs correspondant à celles d'un réservoir à toit fixe de référence affectées d'un facteur de réduction défini dans le tableau suivant :

Diamètre du réservoir (en m)	Pourcentage de réduction par rapport à la référence (avec Tr signifiant taux de rotation annuel)			
	Tr<5	5<=Tr<10	10<=Tr<30	Tr>=30

	Tr<5	5<=Tr<10	10<=Tr<30	Tr>=30
D<15	75	77	80	90
15<=D<20	80	82	85	93
20<=D<25	85	87	90	95
25<=D<30	87	89	92	96
30<=D<40	89	91	94	97
40<=D<50	91	93	96	98
50<=D<80	92	94	97	98,5
D>=80	93	95	98	99

48-2. Les pourcentages de réduction exprimés ci-dessus sont remplacés par les pourcentages définis dans le tableau suivant dès lors que le rejet dépasse 2 tonnes par an pour les réservoirs contenant des liquides dont la pression de vapeur saturante à 20 °C est supérieure à 50 kilopascals ou lorsque le rejet de composés est supérieur à 200 kilogrammes par an pour les émissions de COV ou mélanges de COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou des composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68, ainsi que des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

Diamètre du réservoir (en m)	Pourcentage de réduction par rapport à la référence (avec Trsignifiant taux de rotation annuel)			
	Tr<5	5<=Tr<10	10<=Tr<30	Tr>=30
D<15	75	78	85	92
15<=D<20	80	83	88	95
20<=D<25	87	90	92	96
25<=D<30	89	92	94	97

30<=D<40	92	94	96	98
40<=D<50	94	96	97	98,5
50<=D<80	96	97	98	99
D>=80	98	98,5	99	99,5

Constats :

L'exploitant a présenté la méthode de calcul utilisée pour estimer les émissions diffuses de COV pour chacun de ses bacs, ainsi que les résultats associés pour les années suivantes :

2022 :

- Bac U : 0,79 t/an ;
- Bac V : 0,70 t/an ;
- Bac W : 0,03 t/an ;
- Bac X2 : 0,52 t/an ;
- Bac X3 : 0,54 t/an ;
- Bac Y : 0,35 t/an ;

pour un total de 2,93 t/an émis par l'ensemble des bacs.

En considérant les émissions relatives à l'URV, l'ensemble du site a émis 5,56 t/an.

2023 :

- Bac U : 0,47 t/an ;
- Bac V : 0,44 t/an ;
- Bac W : 0,02 t/an ;
- Bac X2 : 0,54 t/an ;
- Bac X3 : 0,56 t/an ;
- Bac Y : 0,37 t/an ;

pour un total de 2,4 t/an émis par l'ensemble des bacs.

En considérant les émissions relatives à l'URV, l'ensemble du site a émis 4,08 t/an.

Aucun bac ne dépasse le seuil des 2 tonnes d'émissions diffuses de COV par an.

Par ailleurs, des traces de benzène (mention de danger H340) peuvent être trouvées dans les produits stockés dans les bacs de l'installation. L'exploitant explique que le benzène compose une part inférieure à 1 % des produits manipulés sur le dépôt. Afin de modéliser les émissions diffuses relatives au benzène, l'exploitant considère l'hypothèse majorante que le benzène représente 1 % du produit.

Les émissions de benzène calculées sont de 56 kg en 2022 et 41 kg en 2023. Ces émissions sont inférieures à 200 kg par an.

Les conditions d'application des articles 48-1 et 48-2 de l'arrêté ministériel susvisé ne sont par

atteintes. Les taux de réduction indiqués dans ces articles ne sont donc pas applicables à cette installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article A> Art 3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à l'émission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des contrôles de la teneur en hydrocarbures de l'atmosphère sont réalisés au moins une fois par mois au-dessus de l'écran des bacs à écran flottant interne.</p> <p>Des contrôles de la teneur en composés organiques volatils sont réalisés périodiquement pour s'assurer du fonctionnement de l'installation de récupération des vapeurs citée ci-dessus. La périodicité de contrôle est définie en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique que le contrôle des ciels gazeux est réalisé une fois par mois sur chaque bac. Un détecteur est placé au-dessus des toits et déclenche une alarme si le seuil, fixé à 10 % de la LIE, est dépassé.</p> <p>L'inspection procède par sondage et demande les résultats des contrôles, disponibles sur la GMAO du site. Les contrôles du bac W de juin 2023 et du bac X2 de décembre 2023 sélectionnés ne présentent aucun déclenchement d'alarme.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des maintenances du capteur sont réalisées une fois par an.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que des contrôles de la teneur en composés organiques volatils sont réalisés lors des maintenances, pour s'assurer du fonctionnement de l'installation de récupération des vapeurs. Le cas échéant, l'exploitant précisera le moyen mis en œuvre permettant de contrôler la teneur en composés organiques volatils.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, équipements des réservoirs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le point 3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 05 août 1998 est complété</p>

comme suit :

Les installations sont conformes aux dispositions du litre VII - 1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au - stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En particulier :

- le dossier exigé à l'article 44 de l'arrêté susvisé est transmis à l'inspection des installations classées avant le 16 novembre 2012,
- l'évaluation des rejets diffus des réservoirs de stockage est effectuée et transmise à l'inspection avant le 16 novembre 2011. Les résultats sont comparés aux valeurs limites d'émissions fixées à l'article 48,
- l'exploitant transmet à l'inspection des installations les éléments permettant de justifier du respect des dispositions suivantes pour les réservoirs d'essence :
 - Les réservoirs munis de toits flottants externes sont équipés d'un joint primaire pour combler l'espace annulaire situé entre la paroi du réservoir et la périphérie extérieure du toit flottant, et d'un joint secondaire fixé sur le joint primaire. Les joints sont conçus de manière à permettre une retenue globale des vapeurs de 95 % ou plus, par rapport à un réservoir à toit fixe comparable sans dispositif de retenue des vapeurs (c'est-à-dire un réservoir à toit fixe muni uniquement d'une soupape de vide et de pression).
- Les réservoirs à toit fixe existants sont :
 - a) Reliés à une URV conformément aux dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté du 8 décembre 1995 susvisé, ou
 - b) Equipés d'un toit flottant interne doté d'un joint primaire conçu de manière à permettre une retenue des vapeurs globales de 90 % ou plus par rapport à un réservoir comparable à toit fixe sans dispositif de retenue des vapeurs

Constats :

Lors de la présentation en salle, l'exploitant précise, à l'appui des notes de calculs pour l'estimation des émissions de COV, que 2 réservoirs sont munis de toit fixe et 4 réservoirs sont munis de toit fixe avec toit interne flottant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier que chacun de ses bacs respecte la prescription ci-dessus. Le cas échéant, il précisera si le toit flottant interne est doté d'un joint primaire conçu de manière à permettre une retenue des vapeurs globales de 90 % ou plus par rapport à un réservoir comparable à toit fixe sans dispositif de retenue des vapeurs. Il transmettra les taux de vapeurs globales retenues par rapport à un réservoir comparable à toit fixe sans dispositif de retenue des vapeurs pour les bacs concernés sur l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois